



**PRÉFET
DU MORBIHAN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
portant approbation de la révision
du dossier départemental sur les risques majeurs (DDRM)
du Morbihan**

Le préfet du Morbihan
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L125-2, L.125-5, L563-6 et R125-9 à R125-14 ;

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 7 mai 2025, portant nomination de Monsieur Michaël GALY, préfet du Morbihan ;

Vu l'arrêté interministériel du 9 février 2005 relatif à l'affichage des consignes de sécurité devant être portées à la connaissance du public ;

Vu l'arrêté préfectoral du Morbihan relatif au dossier départemental sur les risques majeurs (DDRM) en date du 17 juillet 2020 ;

Considérant l'obligation d'actualiser le dossier départemental sur les risques majeurs (DDRM) du Morbihan conformément à l'article R.125-12 du Code de l'environnement ;

Considérant que les citoyens ont un droit à l'information sur les risques majeurs auxquels ils sont soumis dans certaines zones du territoire et sur les mesures de sauvegarde qui les concernent ;

Considérant que ce droit s'applique aux risques technologiques et aux risques naturels prévisibles ;

Considérant que cette information est consignée dans le dossier départemental sur les risques majeurs (DDRM) ainsi que dans le document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM) établi par le maire ;

Considérant que le DDRM est mis à jour, en tant que de besoin, dans un délai qui ne peut excéder cinq ans ;

Considérant qu'il appartient au préfet d'établir le DDRM conformément à l'article R.125-11 du code de l'environnement ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan ;

ARRÊTE

Article 1 : En application des dispositions de l'article R.125-11 du Code de l'environnement, l'information des citoyens sur les risques majeurs auxquels ils sont susceptibles d'être exposés dans le département du Morbihan est consignée dans le dossier départemental sur les risques majeurs (DDRM) du Morbihan annexé au présent arrêté.

Article 2 : Ce document d'information est valable pour une durée de cinq années, prenant effet à compter de sa publication.

Article 3 : La liste des communes soumises à une obligation d'information préventive, conformément à l'article R.125-10 du Code de l'environnement, fait l'objet d'un tableau consigné dans le DDRM.

Article 4 : Conformément aux articles R.125-9 à R.125-14 du code de l'environnement susvisés, les informations comprises dans le DDRM seront reprises et complétées par les maires des communes du département du Morbihan, par leur document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM) ainsi que dans leur plan communal de sauvegarde (PCS).

Article 5 : Le DDRM du Morbihan est consultable en préfecture, en sous-préfecture et dans toutes les mairies du département ainsi que sur le site internet des services de l'État dans le Morbihan : <https://www.morbihan.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Risques-naturels-et-technologiques-majeurs-et-leurs-plans>.

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Rennes, dans les deux mois à partir de sa publication au recueil des actes administratifs¹.

Article 7 : L'arrêté préfectoral du 17 juillet 2020 relatif au dossier départemental des risques majeurs du Morbihan est abrogé.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture du Morbihan, les sous-préfets d'arrondissement, les chefs de services départementaux de l'État et les maires du département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Morbihan.

Vannes, le **07 JUL. 2025**

Le préfet,
Pour le préfet, par délégation,
La secrétaire générale adjointe,


Marie WENCKER

1. Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à partir de sa publication au recueil des actes administratifs, devant le Tribunal Administratif de Rennes, 3 Contour de la Motte, CS 44416, 35044 RENNES Cedex. La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site : www.telerecours.fr.

Il peut également faire l'objet auprès du préfet de région Bretagne ou du préfet du département du Morbihan d'un recours gracieux. Celui-ci prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse. L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite.